



Regard vers l'international
Le Bon, la Brute, le Truand...
Et la Justice

Olivier Bonfond ■ Août 2025

Cette analyse a également été publiée sur le site d'information www.matribune.be.

Elle est valorisée par le CEPAG asbl.

Tout comprendre sur le procès historique de Jair Bolsonaro au Brésil en 10 épisodes

En février 2025, à la suite d'une enquête menée pendant près de deux ans par la Police fédérale brésilienne, le procureur général Paulo Gonet a inculpé Jair Bolsonaro (ainsi que 33 autres personnes, dont plusieurs anciens ministres et hauts responsables militaires) pour tentative de coup d'État et planification d'assassinats du Président Lula, de son vice-président Alckmin, et du juge de la Cour Suprême fédérale Alexandre de Moraes. Tandis que les partisans de Bolsonaro continuent de dénoncer une « chasse aux sorcières », le procès, suivi par des millions de Brésiliens, a mis en évidence de nombreuses preuves accablantes. Le verdict de ce procès est attendu pour le 10 septembre 2025, et Bolsonaro ainsi que ses proches risquent des peines allant jusqu'à 40 ans de prison.

Bolsonaro devient Président grâce à l'emprisonnement (injuste) de Lula (Octobre 2018)

Après avoir exercé deux mandats consécutifs entre 2002 et 2010¹, Luiz Inácio Lula da Silva était à nouveau en tête des sondages pour l'élection présidentielle de 2018, avant d'être emprisonné et empêché de se présenter. À quelques mois de l'élection, toutes les projections indiquaient qu'il remporterait facilement le second tour face au candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro.

L'arrestation de Lula en avril 2018 pour corruption et blanchiment d'argent dans le cadre de l'affaire dite « Lava Jato »² a été vue par beaucoup comme un moyen utilisé par la droite pour l'empêcher de se présenter. Et en effet, cette exclusion a ouvert la voie à Bolsonaro qui a finalement gagné l'élection en octobre 2018³.

Lula (le Bon) blanchi et réélu à nouveau Président (octobre 2022)

Après avoir été emprisonné pendant 580 jours, Lula a été totalement blanchi en mars 2022. La Cour suprême fédérale du Brésil a annulé toutes les condamnations, jugeant que les preuves contre lui étaient insuffisantes ou inexistantes, que le juge de l'époque avait manqué d'impartialité, et que plusieurs procédures étaient irrégulières.

¹ Cette période a été marquée par une forte croissance économique et une politique sociale ambitieuse, notamment dans la réduction de la pauvreté et l'extension des programmes d'éducation et de santé.

² L'opération Lava Jato (« lavage express ») est une vaste enquête anticorruption lancée en 2014 au Brésil, qui a révélé un système massif de pots-de-vin impliquant Petrobras, des grandes entreprises de BTP et des responsables politiques. Elle a entraîné l'arrestation de centaines de dirigeants et hommes politiques, dont l'ex-président Lula, avant d'être entachée de scandales judiciaires et finalement annulée par la Cour suprême.

³ Lors de l'élection de 2018, les évangéliques, en forte croissance au Brésil, ont joué un rôle central dans l'élection de Bolsonaro. Ils l'ont massivement soutenu en le présentant comme le défenseur des valeurs familiales traditionnelles. L'Église catholique, plus divisée, comptait toutefois une partie de son clergé et de ses fidèles favorables à Bolsonaro, notamment sur les thèmes sécuritaires et conservateurs.

Ce jugement a permis à Lula de recouvrer ses droits politiques et de se présenter légalement à l'élection présidentielle d'octobre 2022, élection qu'il a remportée, en battant au deuxième tour le Président en fonction Jair Bolsonaro.

Bolsonaro ne reconnaît pas les élections et multiplie les accusations de fraude

Suite à sa défaite, Jair Bolsonaro refuse de reconnaître les résultats de l'élection présidentielle. Il multiplie les accusations de fraude. Pendant plusieurs semaines, il alimente le doute en évoquant des soi-disant « preuves » quant à des irrégularités dans les urnes électroniques.

Ses partisans les plus radicaux organisent des blocages de routes et des rassemblements devant des casernes, appelant l'armée à intervenir pour empêcher Lula de prendre ses fonctions.

Tentative de coup d'Etat avec l'assaut des institutions démocratiques (janvier 2023)

Cette stratégie politique nourrit un climat de fortes tensions, qui culmine le 8 janvier 2023 avec l'assaut de milliers de bolsonaristes contre les institutions à Brasilia. Inspirés par l'attaque du Capitole à Washington deux ans plus tôt, les manifestants envahissent et saccagent les bâtiments du Congrès, du Tribunal suprême fédéral (STF) et du Palais présidentiel. Leur objectif est de semer le chaos et provoquer une intervention militaire pour empêcher Lula d'exercer son mandat.

Pendant plusieurs heures, les forces de sécurité locales restent passives, laissant les émeutiers occuper et vandaliser les lieux symboliques de la démocratie brésilienne. Ce n'est qu'après l'intervention du gouvernement fédéral que la situation est reprise en main. Plus de 1.500 personnes sont arrêtées dans les jours suivants et une enquête de grande ampleur est lancée.

Une enquête de deux ans aboutit à un rapport accablant de 800 pages (janvier 2024)

Dans les semaines qui suivent, la Police fédérale brésilienne lance une vaste enquête, intitulée « Opération Contragolpe », sur les tenants et aboutissants de cette tentative de putsch. Pendant près de deux ans, elle rassemble messages, communications numériques, messages Whatsapp, audios, vidéos, documents et témoignages. En décembre 2024, elle remet son rapport final de 884 pages au procureur général Paulo Gonet, mettant en évidence l'implication directe de Bolsonaro et de ses alliés dans la planification d'un coup d'État.

Inculpation de Jair Bolsonaro pour de multiples chefs d'accusation (février 2025)

S'appuyant sur ce rapport, le procureur général inculpe officiellement en février 34 personnes, dont Jair Bolsonaro. Le 26 mars 2025, la Cour suprême fédérale accepte la plainte du parquet et ordonne la tenue d'un procès contre Bolsonaro et ses alliés, pour les chefs d'accusation suivants :

- Fabrication de fausses preuves, abus d'autorité et manipulation d'institutions publiques ;
- Incitation à la violence, liées au déclenchement des émeutes du 8 janvier 2023 à Brasília ;
- Tentative de coup d'État visant à empêcher Lula de prendre ses fonctions ;
- Abolition de l'État de droit visant l'instauration d'un état d'exception, dissolution des institutions démocratiques et mise au pas du pouvoir judiciaire ;
- Participation à une organisation criminelle armée, visant à organiser le putsch ;
- Conspiration visant l'assassinat de Lula (président élu), du vice-président Alckmin et du juge Alexandre de Moraes (Juge de la Cour suprême- STF).
- Un procès public et explosif qui enfonce Bolsonaro jusqu'au cou (juin 2025)

Le procès commence en juin 2025. Diffusé en direct sur les principales chaînes de télévision nationales et suivi par des millions de Brésiliens, ce procès est explosif : il permet de démontrer que tous ces chefs d'accusation sont fondés en fait et en droit. Audition après audition, tous les accusés, Bolsonaro, d'anciens hauts gradés de l'armée mais aussi d'anciens ministres, avouent publiquement leur implication et leur responsabilité dans ces crimes extrêmement graves. Mettons en évidence quelques moments clés de ce procès :

- Anderson Torres, ancien ministre de la Justice et de la Sécurité publique, reconnaît qu'aucun indice concret de fraude n'existait pour les élections de 2022 et que les soi-disant preuves étaient inventées. Il reconnaît également avoir reçu l'ébauche du coup d'État et l'avoir emportée chez lui.
- Torres : « Nous n'avions rien, aucun indice qui pouvait laisser penser à une fraude dans les urnes. »

- Mauro Cid, ancien lieutenant-colonel de l'armée et bras droit de Bolsonaro, reconnaît avoir élaboré le plan du coup d'État via un document d'une vingtaine de pages. Il confirme également que Bolsonaro non seulement a lu, mais a imprimé et modifié ce document, qui visait à annuler les élections, instaurer un état d'exception, assassiner Lula et d'autres personnes.

Moraes : L'ex-président Jair Bolsonaro a-t-il reçu et lu ce document ?

Cid : Oui, monsieur. Il l'a reçu et lu.

Moraes : A-t-il apporté quelques modifications au document ?

Cid : Oui, monsieur. Il a édité le document.

- Bolsonaro reconnaît avoir imprimé et lu ce document, mais aussi participé à plusieurs réunions visant à préparer le putsch.
- Bolsonaro s'excuse publiquement d'avoir qualifié à de multiples reprises Alexandre de Moraes de « dictateur » et de « canaille », et de l'avoir accusé d'avoir détourné des millions de dollars, reconnaissant que ces accusations étaient aussi inventées de toutes pièces.

« Je n'avais aucune preuve, c'était une 'sortie émotionnelle' ... je vous prie de m'excuser ... Je ne voulais pas accuser, c'était une rhétorique que j'ai utilisée... Voulez-vous devenir mon vice-président en 2026 ? »

- Bolsonaro assigné à résidence avec un bracelet électronique (juillet 2025)

En juillet 2025, alors qu'il est suspecté de préparer ses valises pour fuir le pays, mais aussi de violer plusieurs ordres judiciaires et de tenter de faire obstruction à la justice via des contacts avec l'étranger, le juge Alexandre de Moraes prend des mesures conservatoires à l'encontre de Bolsonaro : il est placé sous bracelet électronique ; il est surveillé 24 heures sur 24 et doit rester dans son domicile entre 19h et 7h du matin ; il ne peut pas accéder aux réseaux sociaux ; il lui est interdit de communiquer avec les ambassadeurs, les diplomates étrangers, ainsi qu'avec les autres accusés de l'affaire.

Le fils à papa va demander de l'aide à Trump (le Truand)

Sous prétexte de persécution politique, Eduardo Bolsonaro, fils de Jair Bolsonaro, quitte en avril 2025 son poste de député et s'installe aux États-Unis. Il se consacre alors à convaincre Donald Trump d'intervenir en faveur de son père et de solliciter une amnistie pour les participants aux événements du 8 janvier 2023 à Brasilia.

Le 30 juillet 2025, Donald Trump signe un décret présidentiel imposant des taxes douanières de 50 % sur les produits brésiliens, qualifiant le procès de Bolsonaro de « honte internationale » et de « chasse aux sorcières ». Le gouvernement américain annonce également des sanctions ciblées contre

Alexandre de Moraes et d'autres membres de la Cour suprême brésilienne, incluant des interdictions de visa et des gels d'avares.

Cette intervention exacerbe les tensions diplomatiques entre le Brésil et les États-Unis, mais le président Lula, contrairement à plusieurs autres gouvernements, ne se couche absolument pas devant Trump. Il dénonce avec force cette ingérence dans les affaires intérieures du pays, affirme que la justice suivrait son cours, et que le Brésil est prêt à faire face à cette guerre commerciale.

Le juge de la cour suprême Alexandre de Moraes ne mâche pas non plus ses mots quant aux manœuvres menées par le clan Bolsonaro et Trump : « ces Brésiliens cachés et en fuite hors du territoire national sont des criminels et ils seront responsabilisés pour leurs actes. (...) Cette organisation criminelle se trompe si elle croit que la permanence et la continuité de cette odieuse coercition pourraient, d'une quelconque manière, provoquer une lâche reddition des pouvoirs constitués brésiliens. Les institutions brésiliennes sont fortes et solides. Le courage institutionnel et la défense de la souveraineté nationale font partie de l'univers républicain de cette Cour suprême, qui n'acceptera pas les coercitions, les obstructions ou les tentatives de nouveaux coups d'État, comme ce fut le cas le 8 janvier 2023. »

La justice sera rendue début septembre 2025

Nous sommes maintenant dans la phase finale du procès. Le parquet fédéral réclame explicitement la condamnation de Bolsonaro et de ses complices pour tentative de coup d'État, avec des peines cumulables dépassant 40 ans. Du côté de la défense, les avocats de Bolsonaro ont soumis leur plaidoirie finale et, malgré les preuves accablantes, nient toute implication dans un complot, et continuent d'affirmer qu'il n'existe pas de preuves solides.

Début septembre, les audiences finales se tiendront devant un panel de cinq juges de la Cour suprême, dirigé par le juge Alexandre de Moraes. Le verdict est attendu aux alentours du 10 septembre.

Soulignons que malgré ces preuves accablantes, qui rendent probables des jugements très durs et des peines très lourdes, la société brésilienne reste fortement polarisée, avec environ 40% de la population qui continuent de soutenir le clan Bolsonaro et restent convaincus qu'il est victime d'un complot politique.

Ce procès s'inscrit donc comme un moment historique pour le Brésil. Il ne s'agit pas seulement de juger un ancien président et ses complices. Face à l'arbitraire, à la manipulation et à la violence politique de l'extrême droite, c'est la solidité des institutions, la primauté du droit et la démocratie elle-même qui sont en jeu.